Kigali accusé d'aider l'opposition contre le pouvoir de Bujumbura

@rib News, 21/07/2015 – Source Xinhua Le parti au pouvoir au Burundi a accusé lundi le Rwanda de vouloir aider l'opposition radicale à parachever le coup d'Etat manqué du mois de mai dernier contre le pouvoir de Bujumbura. Le CNDD-FDD, parti au pouvoir du Burundi, s'est basé sur le dialogue politique inter-burundais qui vient d'être suspendu à partir de ce dimanche où la partie gouvernementale a convoqué en pleine séance un document de l'opposition intitulé "déclaration solennelle pour se réunir au siège de l'Union Africaine en vue de créer un Conseil National pour le respect des Accords d'Arusha et l'Etat de Droit au Burundi".

Le Président du CNDD-FDD, Pascal Nyabenda, a indiqué que l'intérieur de ce document, il stipulait que ce Conseil National saura pleinement jouer le rôle qui lui incombe comme garant de la légitimité et des institutions du Burundi avant de faire cette conclusion. "Voilà la poursuite du putsch manqué du 13 mai 2015 exprimé en termes clairs. Ainsi donc, l'idée de faire prolonger le débat, jusqu'on ne sait quand, n'était l'expression que d'une démarche à fixer le dialogue afin que l'opposition radicale parachève son coup d'Etat à travers une offensive militaire à partir d'un pays voisin comme cela a été déjà constaté le 10 juillet 2015 lors des attaques de Kabarore en province de Kayanza et Bukinyanya en province de Cibitoke par des rebelles à partir du Rwanda", a déclaré Pascal Nyabenda. Le document susmentionné a été à l'origine de la suspension par la présidence de sa participation au dialogue inter-burundais, ce qui a amené le facilitateur dans ce dialogue qui est un Envoyé Spécial du Président ougandais Yoweri Museveni, le ministre de la Défense Crispus Kiyonga à suspendre sine die les travaux de ce dialogue ce dimanche. Le parti CNDD-FDD au pouvoir a estimé que les signataires dudit document qu'il qualifie de "déclaration de guerre" avaient un autre "plan diabolique". Cette situation se présente ainsi à la veille du scrutin présidentiel prévu ce mardi 21 juillet 2015 en dépit des appels lancés par l'opposition et différents Sommets sur la crise au Burundi (EAC à deux reprises les 31 mai et 6 juillet derniers et UA le 13 juin dernier) de le reporter jusqu'à une date consensuelle entre l'opposition et le pouvoir de Bujumbura. C'est un scrutin dans lequel participe officiellement le Président sortant Pierre Nkurunziza dont la candidature a été contestée par l'opposition qui la considère comme anticonstitutionnelle. Il a en face de lui dans cette course à la présidentielle Jacques Bigirimana, candidat du parti FNL, Gérard Nduwayo, candidat du parti UPRONA et Jean de Dieu Mutabazi de la coalition des partis pour une opposition participative COPA. Trois autres candidats ont annoncé officiellement qu'ils se sont retirés de ces élections accusés de manque de crédibilité et d'être exclusives. S'agit des anciens Présidents Sylvestre Ntibantunganya, Jean Minani et Domitien Ndayizeye.